ENQUÊTE EXCLUSIVE

INTERDIRE I24NEWS

Entre propagande, désinformation
et discours de guerre :
i24NEWS est-elle encore une chaîne
d'information comme les autres ?
→

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

UNE CHAÎNE ISRAÉLIENNE

i24NEWS est une chaîne internationale créée par **Patrick Drahi**, dont les principaux studios sont installés à Tel-Aviv. Elle diffuse pourtant très largement en France : Orange, Bouygues, Free, SFR, Canal…

Mais particularité importante : **l'Arcom n'est pas son régulateur compétent.** Pour sa diffusion européenne, i24NEWS relève de l'autorité audiovisuelle… luxembourgeoise. Un détail juridique qui change beaucoup de choses.



@miaoulenchon →

40 BÉBÉS DÉCAPITÉS

Octobre 2023. i24NEWS fait partie des premiers médias à diffuser le récit de bébés décapités à Kfar Aza, qui deviendra la rumeur mondiale des « 40 bébés décapités ».

Le Monde reconstituera ensuite précisément sa propagation. La chaîne maintient sa version pendant plusieurs semaines avant de glisser un correctif dans un article… le 30 novembre.

Les attaques du 7 Octobre sont une réalité documentée.
Cette histoire précise, elle, était fausse.



@miaoulenchon →

DÉJÀ EN 2021

En 2021, i24NEWS relaie l'image d'un prétendu enfant palestinien tué par Israël pour dénoncer ce qu'elle présente comme une manipulation.

Petit problème :
la photo représente
Grégory Villemin.
Et le faux compte à l'origine de cette intox semblait justement avoir été créé pour piéger les soutiens de la Palestine.

i24NEWS finira par rectifier.



@miaoulenchon →

LES MOTS COMPTENT

La propagande ne passe pas uniquement par de fausses informations.

Elle passe aussi par le vocabulaire, le cadrage et la sélection des sources. Télérama relevait dès 2022 que sur i24NEWS, les colonies israéliennes devenaient des « implantations » et la Cisjordanie « Judée et Samarie ». La chaîne utilisait également des vidéos fournies par l'armée israélienne pour démontrer… la prudence de cette même armée envers les civil·es.

Ce n'est plus seulement ce qu'on raconte. C'est depuis quel point de vue on raconte le monde.



@miaoulenchon →

MÉLANGER LE VOCABULAIRE

i24NEWS parle régulièrement
du « pogrom du 7 octobre ».

Le mot n'est pourtant pas neutre. Historiquement, un pogrom désigne avant tout des violences collectives antisémites dirigées contre une communauté juive, notamment dans l'Empire russe. Appliquer systématiquement ce vocabulaire au 7 Octobre, c'est donc déjà imposer une grille de lecture : celle de Juif·ves persécuté·es parce que Juif·ves.



@miaoulenchon →

Et faire disparaître derrière
elle tout le contexte historique
et politique : occupation, colonisation,
blocus, conflit territorial, apartheid
et surtout génocide.

Les crimes commis contre
des civil·es restent des crimes,
soyons clair à ce niveau.
Mais choisir les mots qui les racontent,
c'est déjà travestir la réalité.



@miaoulenchon →

36 HEURES D'ANTENNE

En novembre 2023, Arrêt sur images passe 36 heures devant l'édition française d'i24NEWS.

Le constat est brutal : anciens officiers du renseignement et de l'armée israélienne invité·es en permanence, images militaires omniprésentes, victimes civiles palestiniennes largement invisibilisées, crimes de guerre potentiels très peu abordés… Le média de critique télé décrit alors i24NEWS comme un « relais empressé de la propagande de guerre israélienne ».

C'est une analyse journalistique, pas une décision de régulateur. Mais elle repose sur 36 heures d'observation de l'antenne.



@miaoulenchon →

« VIDER GAZA »

En février 2025 toujours sur i24NEWS, Barbara Lefebvre affirme que les civil·es de Gaza seraient « autant responsables » que le Hamas et le Jihad islamique.

Elle soutient ensuite le projet de déplacement des Gazaoui·es et déclare que la bande de Gaza doit devenir une « zone vierge ». RMC, où elle intervient également, se désolidarise publiquement de ses propos.

Le syndicat CGT RMC BFM évoque alors des propos pouvant s'apparenter à une apologie de crime contre l'humanité.



@miaoulenchon →

DEUX MILLIONS D'HUMAINS

Octobre 2023, autre plateau d'i24NEWS.

L'écrivain David Antonelli explique que ce qui pourrait arriver aux deux millions de Gazaoui·es lui importe peu, que la vengeance d'Israël doit primer et qu'il ne faut pas se soucier des droits humains. La présentatrice le questionne sur l'avenir de Gaza, mais l'intervention est bien diffusée. Un média n'est évidemment pas automatiquement responsable de toutes les paroles de ses invité·es.

Mais la répétition, le choix des intervenant·es et le niveau de contradiction sont aussi des choix éditoriaux !



@miaoulenchon →

PROXIMITÉ POLITIQUE

En 2019, une enquête de Haaretz, relayée notamment par le Times of Israel, provoque un scandale.

Des salarié·es et ancien·nes salarié·es accusent la direction d'i24NEWS d'avoir adouci sa couverture de Benyamin Netanyahou, alors que la chaîne cherchait à obtenir l'autorisation de diffuser en Israël puis à développer une chaîne en hébreu. Un député israélien demande l'ouverture d'une enquête. Frank Melloul et Netanyahou démentent.

Ce n'est donc pas une preuve d'ingérence étatique. Mais l'accusation de proximité politique, elle, est parfaitement documentée.



@miaoulenchon →

« PRO-GÉNOCIDE »

Quand une chaîne diffuse à répétition des discours affirmant qu'il n'y aurait « pas d'innocent » à Gaza, qu'on se fiche du sort des deux millions de Gazaoui·es, que Gaza doit devenir une « zone vierge » ou qu'il faut tout simplement « vider la bande de Gaza », on ne parle plus d'un simple dérapage isolé.

Amnesty International, puis une Commission d'enquête indépendante de l'ONU, ont conclu qu'Israël commettait un génocide à Gaza.

Dès lors, lorsqu'une chaîne offre régulièrement son antenne à des discours qui légitiment la culpabilité collective, le déplacement forcé ou l'effacement de la population palestinienne, On appelle cela diffuser et normaliser un discours pro-génocide !



@miaoulenchon →

ET RT ALORS ?

La comparaison est intéressante.
RT France a été interdite dans l'Union européenne en mars 2022.

La chaîne était financée par le budget de l'État russe et l'interdiction faisait partie des sanctions prises après l'invasion de l'Ukraine. Le Tribunal de l'Union européenne a ensuite validé cette mesure, considérant que suffisamment d'éléments démontraient le soutien actif de RT à la politique agressive russe.

Ce précédent démontre qu'une démocratie peut décider qu'un média étranger participant à une guerre informationnelle pose un problème d'ordre public. Donc i24NEWS est concerné.



@miaoulenchon →

DEUX POIDS
DEUX MESURES

Russie : elle envahit l'Ukraine.
RT est accusée de propagande
et de désinformation au service de cette
guerre. En mars 2022, l'Union européenne
suspend sa diffusion.

Israël : génocide à Gaza, colonisation continue des territoires palestiniens, système d'apartheid dénoncé depuis des années. Et i24NEWS ? Intox
documentées, propagande de guerre,
discours déshumanisants...
La chaîne continue pourtant d'émettre
tranquillement en France.



@miaoulenchon →

▼

Saisie sur i24NEWS, l'Arcom répond qu'elle n'est pas compétente : la chaîne dépend du Luxembourg.

RT : on coupe le signal.
i24NEWS : on renvoie le dossier au voisin.
Dans un cas, l'Europe considère qu'un média participant à une propagande de guerre représente un danger suffisamment grave pour justifier son interdiction. Dans l'autre, malgré les intox documentées, les discours déshumanisants et la propagande génocidaire contre Gaza, la chaîne continue d'émettre en France sans que le débat sur sa diffusion ne prenne la même ampleur. Sans même qu'il y ait débat, en fait !



@miaoulenchon →

PAIX SOCIALE

Pourquoi tout cela doit-il nous intéresser en France ?

Parce qu'une guerre ne s'arrête plus aux frontières. L'UNESCO qualifie la désinformation et les discours de haine de menace majeure pour la stabilité et la cohésion sociale, particulièrement lors des crises. Cela ne prouve pas qu'i24NEWS serait, à elle seule, responsable de tensions françaises. On a Cnews aussi qui fait le taff...

Mais lorsqu'un média étranger accessible dans nos foyers importe un récit de guerre extrêmement polarisé, la question de sa responsabilité éditoriale et réglementaire devient parfaitement légitime.



@miaoulenchon →

PREMIÈRES VICTIMES

Il faut aussi parler de celles et ceux qu'i24NEWS prétend informer, rassurer et parfois représenter : les Juif·ves de France.

À longueur d'antenne, la chaîne leur propose une lecture du Moyen-Orient dominée par le récit israélien : vocabulaire de guerre, peur permanente, effacement du contexte colonial, du génocide, invisibilisation des Palestinien·nes et justification répétée de la politique israélienne.



@miaoulenchon →

Quand une même vision du conflit est présentée chaque jour comme une évidence, elle finit nécessairement par déformer la compréhension de ce qui se passe réellement.

Et c'est peut-être là le plus cynique : utiliser l'attachement, l'histoire et les inquiétudes légitimes d'une partie des Juif·ves de France pour les enfermer dans le récit politique d'un État étranger.

Combattre i24NEWS, c'est donc aussi refuser que nos compatriotes juif·ves soient exposé·es à une propagande qui prétend penser Israël et le Moyen-Orient à leur place.



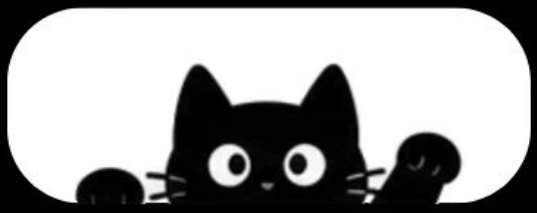
@miaoulenchon →

LES SOURCES :

- Le Monde — « Quarante bébés décapités : itinéraire d'une rumeur », 3 avril 2024
- HuffPost — « La photo du petit Grégory… l'histoire d'une fake news », 27 mai 2021
- Télérama — « BFMTV et i24News, les meilleures chaînes pour comprendre les violences à Gaza », 17 août 2022
- Arrêt sur images — « Sur i24news, la guerre par et pour l'État israélien », 4 novembre 2023
- Puremédias — Propos de Barbara Lefebvre sur i24NEWS, 24 février 2025
- Acrimed — « D'Israël à Gaza : la guerre plutôt que la paix », octobre 2023
- Arcom — Décision « Les Grandes Gueules », publiée le 4 février 2026
- Commission européenne — Directive SMA, principe du pays d'origine et restrictions
- Conseil de l'Union européenne — Suspension de RT et Sputnik, 2 mars 2022
- Tribunal de l'Union européenne — RT France / Conseil, 27 juillet 2022
- Times of Israel — Demande d'enquête sur i24NEWS, 1er décembre 2019
- Amnesty International — Rapport sur Gaza, 5 décembre 2024
- Cour internationale de Justice — Afrique du Sud c. Israël, procédure en cours
- UNESCO — Désinformation, stabilité et cohésion sociale, novembre 2023

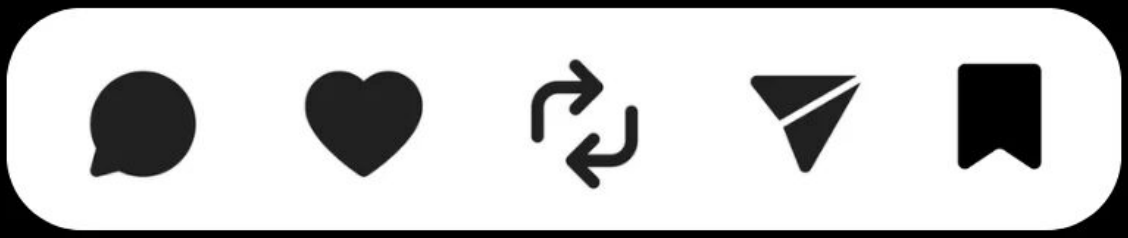


@miaoulenchon →



SAUVEGARDE CE CARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin gagner l'alternative.

MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon